



## Déclaration liminaire CDAS du 4 décembre 2015

Monsieur le Président,

Le projet de Loi de Finances pour 2016 acte un budget d'action sociale en baisse de 28 M€ dans lequel la subvention à l'association ALPAF est purement et simplement supprimée.

**C'est du jamais vu aux Ministères Economiques et Financiers.**

C'est aussi dire le peu de considération que les Ministres font de la problématique du logement des agents. Nous sommes bien loin de leurs discours, priorisant le logement social !

C'est un acte autoritaire qui constitue un déni de démocratie mais également une marque de mépris pour tous les agents. Cette politique de régression sociale porte atteinte à la dignité de nos collègues.

Ainsi, nous ne pouvons accepter l'amputation de ce budget de l'action sociale, sans compter la réserve de précaution et autres gels.

Avec un tel budget de pénurie,

Quel avenir pour les prestations d'action sociale ?

Quel avenir pour les colonies de vacances d'EPAF ?

Quelles seront les propositions de vacances familles?

Quel avenir pour les prestations logement quand la subvention à ALPAF est supprimée?

Quel avenir pour la restauration collective et l'AGRAF en particulier ?

Au plan local, malgré le rafraîchissement du couloir desservant le cabinet du médecin de prévention, il semblerait que cela ne soit pas suffisant pour attirer des candidatures. Va-t-on passer de l'Arlésienne au Dahu ??

**FO FINANCES 83** redemande un état de la situation concernant ce recrutement si difficile à gérer.

Nous demandons que cette déclaration soit annexée au Procès Verbal